



Section de Dordogne

Déclaration liminaire CSAL-FS du 02/07/24

Alors que la campagne législative est lancée, le sort de la France sera fixé au soir du 7 juillet 2024. Dans cette période où l'extrême-droite pourrait gouverner le pays, Solidaires Finances prend ses responsabilités en tant qu'organisation syndicale indépendante mais ni neutre, ni indifférente.

Le contexte politique et social actuel est pour le moins pesant, avec des crises internationales dont la violence semble sans limite humaine. Alors que l'un « tranche les dépenses publiques à la tronçonneuse » plongeant un pays dans une crise sans précédent, un autre, pourtant inculpé de trahison, pourrait reprendre une présidence, cependant que d'autres perpètrent en toute impunité des génocides qu'il ne faut pas qualifier comme tel. Et voilà qu'en France aussi, nous nous apprêtons à ouvrir la porte au fascisme, au mépris même des valeurs sensées nous caractériser. Nous n'aurions soi-disant pas encore essayé...

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter, les salaires stagnent, le travail se précarise de plus en plus, les injustices sociales s'entassent à mesure que les conquits sociaux s'amenuisent et que le portefeuille de nos milliardaires s'épaissit. Notre organisation appelle à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe, alors que chaque année les dividendes versés battent le record de la précédente.

Par dessus ce chaos, un cri que trop peu entendent, celui de la vie qui nous hurle son agonie. Un avertissement pourtant, celui d'une fin annoncée si nous persistons à faire la sourde oreille pendant que notre planète brûle dans l'indifférence du plus grand nombre.

Nous jouons et jouerons notre rôle aujourd'hui et demain, si tant est qu'on veuille bien nous le laisser. Notre organisation milite pour le renforcement de la protection sociale et s'oppose aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits acquis.

En tout état de cause, nous continuerons à nous battre. C'est dans ce cadre de l'instance qui nous réunit que nous tenons à rappeler le rôle et la place des syndicats, dont le nôtre.

C'est aussi en ce sens que Solidaires affirme avec force son opposition à l'extrême-droite et son idéologie mortifère, réactionnaire et rétrograde, en totale contradiction avec les valeurs que nous défendons. L'extrême-droite est l'ennemie des fonctionnaires, de la justice fiscale, sociale et environnementale.

Pour en revenir à une actualité plus locale, vous nous convoquez cette veille de période estivale pour un CSAL-FS comportant rien moins que 15 points à l'ordre du jour ! Dans votre mansuétude, vous nous concédez, suite à notre demande, de re-convoquer l'instance pour les points qui n'auraient pas été abordés. Il y en aura.

Cette instance est autant la nôtre que la vôtre. Peut-être plaît-il à cette direction de survoler le sujet de la prévention, mais ce n'est pas notre cas. Nous y consacrerons le temps qu'il y faut et dans des délais raisonnables. Votre ordre du jour n'y est pas propice.

Il y a quelque temps, nous vous rappelions vos obligations de président de cette instance et les règles qui encadrent cette instance. Et pour quel résultat !

Vous surprotégez un chef de service au management toxique, signalé par plusieurs agents, au seul motif que ses « statistiques sont bonnes », allant même jusqu'à enfreindre les règles de discrétion qui régissent cette instance.

Vous vous dispensez d'avertir les représentants des personnels d'un événement pourtant grave, à savoir la chute de pierre d'un de nos bâtiments, susceptible d'entraîner la mort ! A cette occasion, nous avons eu l'occasion de constater la méconnaissance des outils de prévention par cette direction. Le Secrétariat Général serait plus avisé de vous proposer ses formations qu'à nous.

Vous entamez des réformes et ré-organisations de services impactant pourtant les conditions de travail des agents sans la moindre concertation avec ces derniers et leurs représentants : à 2 semaines du mouvement local, les agents des SIE n'avaient toujours aucunes réponses à leurs questions sur les mutations concernant le transfert du recouvrement au PRS, aujourd'hui c'est à d'autres de découvrir qu'ils expérimentent la semaine en 4 jours, encore non cadrée et validée en CSAR.

Vous nous proposez un PAPRIPACT une fois de plus très en deçà des enjeux que le DUERP vous impose pourtant. Certaines propositions d'actions n'en sont même pas ! Et bien sûr vous attendez de nous que nous validions ce document à l'emporte pièce sans préparation sérieuse. Le dialogue social n'est pas une case qu'on coche.

M. le président, votre mépris pour les questions de santé et sécurité est manifeste, comme l'est celui pour les agents.

Qu'attendre de quelqu'un qui, alors que nous défendons la mise en place du quotient familial dans une autre instance, offre pour ses cadres les mieux payés la même sortie !

Quelqu'un qui prêche aux termes obéissance et loyauté le même sens que servilité et docilité...

Désabusés, dépités, blasés, démotivés. Nous constatons tous, chaque jour, le mal-être grandissant des agents, conséquence directe de la politique menée par la Direction Générale, mais aussi par la gestion de cette direction locale.

A ce jour, ce ne sont que quelques signalements, pourtant bien éloquentes, et des mouvements de mutations qui le sont tout autant, avec l'espoir d'une herbe plus verte ailleurs.

Vous avez dû effectuer 7 ré-affectations locales cette année !

Qu'en sera-t'il demain ? Quand ceux qui jusqu'ici se sont tus atteindront le point de rupture ?

Vous ne soignez que les symptômes, ignorant la cause. Le CSAL-FS est justement la meilleure place pour l'évoquer.

Solidaires ne lâchera rien. Votre ordre du jour est dense, amène bien des questions et certains points suggèrent un débat certainement plus nourri que ce que vous voudriez.

Le DUERP / PAPRIPACT tout particulièrement appelle notre attention. Depuis trop longtemps ces derniers sont balayés par la direction, estimant que 2 malheureux groupes de travail sont suffisants pour en couvrir l'étendue, considérant le CSAL-FS qui s'en suivra comme une simple chambre d'enregistrement.

Ce point à lui seul réclame une bien meilleure préparation que ce que nous avons pu lui consacrer, et plus qu'un « encart » au milieu de plus d'une dizaine d'autres points !

Nous entendons bien mener ce CSAL-FS comme il se doit et non comme vous le voulez. Non comme un simulacre de dialogue, mais bien comme une instance digne de ce nom. Et d'autant plus que cette direction se montre négligente en la matière.

Notre rôle n'est pas d'accompagner mais d'analyser, d'informer, de défendre nos missions, nos emplois et nos conditions de travail, d'agir pour les personnels de ce ministère, mais aussi de rappeler à nos directions leurs devoirs et obligations.